

# Rapport financier annuel

## Exercice 2011



<http://www.bcisa.com>

BCI Navigation S.A. 2012



**BCI NAVIGATION SA**

Siège social : 3 rue du Velay, Z.I. Petite Montagne Sud – 91017 EVRY  
423 859 099 RCS Evry  
EURONEXT FR0000076192 – BNA

**DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE  
RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2011**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables en France et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Lisses, le 27 avril 2012.

Bruno COIFFET  
Président Directeur Général

# **BCI NAVIGATION**

Société anonyme au capital de 3.575.343,60 €  
Siège social : 3 rue du Velay, Z.I. Petite Montagne Sud, CE 1740, 91017 Evry cedex  
SIREN : 423 859 099, R.C.S. Evry

## **Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 8 juin 2012**

Chers Actionnaires,

Vous êtes convoqués conformément aux dispositions légales et statutaires en assemblée générale ordinaire, afin de vous rendre compte des résultats de notre gestion au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2011, d'affecter le résultat de cet exercice, de statuer sur le renouvellement du programme de rachat d'actions propres et de délibérer sur les autres points à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire annuelle d'approbation des comptes.

## A) Rapport de gestion sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011 à l'assemblée générale ordinaire annuelle

### I - Situation de la société durant l'exercice écoulé

#### I.1. Principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée

##### I.1.1. Risques financiers

##### I.1.1.a) Continuité d'exploitation

La société reste confrontée à des difficultés pour financer son activité dans l'attente de la levée de fonds avec un partenaire. Le plan envisagé par la société pour pallier à ces difficultés est le suivant :

- La position de trésorerie actuelle et l'absence d'endettement permettent de couvrir les besoins de BCI Navigation jusqu'à fin juin 2012.
- La société BCI reste engagée à céder ses actions BCI Navigation afin de poursuivre le remboursement de son compte-courant.
- D'autres contacts sont également en cours avec différentes sociétés et des investisseurs potentiels. Compte tenu de l'intérêt rencontré, la direction de BCI Navigation pense toujours pouvoir aboutir à une solution avant le 30 juin 2012.

A défaut, en cas d'échec des négociations commerciales et/ou en cas d'impossibilité de BCI de tenir ses engagements, BCI Navigation ne serait plus en situation d'assurer le financement de l'exploitation et sa continuité.

##### I.1.1.b) Exposition de la société aux risques de prix, de crédit, de liquidité et trésorerie

La société n'est exposée à aucun risque de prix ni de crédit. Le risque en terme de trésorerie est évoqué au § I.5.4.

##### I.1.1.c) Exposition de la société aux risques de marché (taux, change, instruments financiers)

- Risques de taux : la société n'est exposée à aucun risque de taux.
- Risques de change : la société n'est exposée à aucun risque de change.
- Risques de contrepartie sur instruments financiers : la société n'est exposée à aucun risque de ce type.

I.1.2. Utilisation des instruments financiers (Objectifs et politique de la société en matière de gestion des risques financiers)

La société n'utilise pas d'instruments financiers à risque.

I.1.3. Autres risques significatifs

La société n'est partie à aucun litige susceptible d'avoir une incidence significative sur sa situation financière.

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux, s'il y a lieu, présentés ci-dessus.

I.2. **Prises de participation significatives par la société et prises de contrôle dans d'autres sociétés au cours de l'exercice écoulé**

En application des articles L.233-6 et L.247-1 du code de commerce, il est précisé que, au cours de l'exercice écoulé, aucune prise de participation représentant plus de 5 %, 10 %, 20 %, 30 %, 33,33 %, 50 % ou 66,66 %, du capital ou des droits de vote, ou prise de contrôle, ne sont intervenues dans une société ayant son siège en France.

I.3. **Activité et résultat des filiales et des sociétés contrôlées**

En application de l'article L.233-6 alinéa 2 du code de commerce, le tableau ci-dessous indique notamment le chiffre d'affaires et le résultat des filiales et sociétés contrôlées.

Filiales et participations	% de détention	Capital	Chiffres d'affaires	Résultat	Prêts et Avances
<b>Participations</b> Néant					
<b>Filiales</b> BCI DATA 3 rue du Velay 91017- EVRY	80%	200.000	0	- 8.368	280.890

Nota : Les avances sont provisionnées à 100 %

I.4. **Contraintes environnementales**

En application des articles L.225-102-1 alinéa 5, R.225-105 et A.225-1 du code de commerce, les informations sur les conséquences de l'activité de la société sur l'environnement au cours de l'exercice écoulé sont les suivantes :

1°

- a) *consommation de ressources en eau, matières premières et énergie, avec les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables* : rien de particulier ;
- b) *conditions d'utilisation des sols* : sans objet ;

- c) *rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement :*
- 1° *émissions dans l'air de gaz à effet de serre, de substances concourant à l'acidification, à l'eutrophisation ou à la pollution photochimique, de composés organiques persistants : la société n'exploite pas d'installation susceptible de provoquer des pollutions de l'air ;*
  - 2° *émissions dans l'eau et le sol de substances concourant à l'acidification, à l'eutrophisation, de substances toxiques pour l'environnement aquatique : néant ;*
  - 3° *émissions dans l'air et dans l'eau de métaux toxiques, de substances radioactives, de substances cancérigènes, mutagènes ou nuisibles pour la reproduction : néant ;*
- d) *nuisances sonores ou olfactives : néant ;*
- e) *déchets : néant ;*
- 2° *mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique, aux milieux naturels, aux espèces animales et végétales protégées : sans objet ;*
  - 3° *démarches d'évaluation ou de certification entreprises en matière d'environnement : néant ;*
  - 4° *mesures prises, le cas échéant, pour assurer la conformité de l'activité aux dispositions législatives applicables en cette matière : sans objet ;*
  - 5° *dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité de la société sur l'environnement : sans objet ;*
  - 6° *existence au sein de la société de services internes de gestion de l'environnement, formation et information des salariés sur celui-ci, moyens consacrés à la réduction des risques pour l'environnement, l'organisation mise en place pour faire face aux accidents de pollution ayant des conséquences au-delà des établissements de la société : néant ;*
  - 7° *montant des provisions et garanties pour risque en matière d'environnement : néant ;*
  - 8° *montant des indemnités versées au cours de l'exercice en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement et actions menées en réparation de dommages causés à celui-ci : néant ;*
  - 9° *éléments objectifs que la société assigne à ses filiales à l'étranger sur les points 1° à 6° ci-dessus : sans objet.*
  - 10° *Mesures prises dans le cadre des engagements sociétaux en faveur du développement durable : Mise en place de prises électriques programmables, contrôle du respect des consignes d'extinction des ordinateurs individuels en dehors des horaires de travail, contrôle de la meilleure utilisation des climatisations et plus généralement contrôle renforcé des consommations électriques, suppression de l'utilisation du papier au maximum par la mise en place d'un fax informatique et par limitation d'impression des courriels.*

## **I.5. Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société au cours l'exercice écoulé**

### **I.5.1. Modifications éventuelles apportées au mode de présentation des comptes annuels ou aux méthodes d'évaluation suivies les années précédentes**

En application de l'article L.232-6 il est précisé qu'aucune modification n'a été apportée au mode de présentation des comptes annuels ou aux méthodes d'évaluation suivies les années précédentes.

#### I.5.2. Activité et résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011

De l'examen du compte de résultat, il ressort notamment les éléments suivants :

En €	2011 (12 mois)	2010 (12 mois)	Variation en %
Chiffre d'affaires	154.185	158.413	Ns
Résultat d'exploitation	(2.421.590)	(2.446.543)	Ns
Résultat financier	(29.720)	58.968	Ns
Résultat courant avant impôts	(2.451.310)	(2.387.575)	Ns
Résultat exceptionnel	1.439.338	1.614.409	Ns
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>(344.567)</b>	<b>(18.575)</b>	<b>Ns</b>

#### I.5.3. Analyse de l'évolution des affaires et des résultats au regard du volume et de la complexité des affaires - Progrès réalisés - Difficultés rencontrées

L'année 2011 a été essentiellement consacrée à des évolutions de la technologie GEOD et des applicatifs associés afin de répondre au mieux aux besoins recensés lors de nos démarches commerciales, lesquelles se sont intensifiées au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2011.

Dans ce contexte le chiffre d'affaires de l'exercice 2011 est resté stable, à une valeur marginale de 154 K€ contre 158 K€ l'exercice précédent.

La poursuite de notre programme de maîtrise des coûts a permis de stabiliser nos charges d'exploitation à 2,6 M€ ainsi que notre perte d'exploitation qui reste à 2,4 M€.

Le résultat financier est essentiellement constitué des intérêts sur le compte courant de la maison mère BCI SA. Il est en moins-value de 30 K€ contre une plus-value de 59 K€ l'exercice précédent. Ceci s'explique par la poursuite de la baisse du taux d'intérêt légal 2011 qui est passé de 0,65 % à 0,38 % et à une dotation financière de 43 K€ au titre du contrat de liquidité SG Securities suite à la baisse du cours de l'action au 31/12/2011.

Le résultat courant avant impôt ressort à une perte de 2,5 M€ et reste équivalent à la perte de 2,4 M€ de l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel est marqué par la reprise de provision constatée sur l'évolution du compte courant BCI qui passe de 3,7 M€ à fin 2010 à 2,2 M€ au 31 décembre 2011.

Après un crédit impôt recherche de 667 K€, le résultat net est déficitaire de 345 K€ contre une perte de 19 K€ en 2010.

Ceci s'explique essentiellement par une baisse de 88 K€ du crédit impôt recherche suite à une évolution de la Loi de Finances 2011 et à une moindre reprise de provision sur BCI.

I.5.4. Analyse de l'évolution de la situation financière de la société, notamment de sa situation d'endettement

Etat des dettes à la clôture de l'exercice écoulé :

<b>Etat des dettes</b>	<b>Montant total</b>	<b>de 0 à 1 an</b>	<b>de 1 à 5 ans</b>	<b>plus de 5 ans</b>
Emprunts obligataires convertibles				
Etablissements de crédit	411	411		
Emprunts et dettes financières				
Fournisseurs et comptes rattachés	213.391	213.391		
Personnel et comptes rattachés	145.896	145.896		
Sécurité sociale et autres organismes	177.800	177.800		
Dettes fiscales	38.208	38.208		
Dettes sur immobilisations				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>575.706</b>	<b>575.706</b>		

Le montant total des dettes à la clôture de l'exercice précédent le dernier exercice clos était de 516.576 €. Le montant total a donc augmenté de 11 % par rapport à l'exercice précédent.

Face à l'absence de revenus significatifs durant l'exercice, l'équilibre financier a été assuré par l'encaissement de créances fiscales (essentiellement des créances de crédit d'impôt recherche) et le soutien de la maison mère BCI à travers des remboursements de son compte courant.

Nos fonds propres sont de 669 K€ contre 1 M€ l'exercice précédent. La trésorerie disponible à la clôture de l'exercice est de 42 K€ contre 89 K€ l'exercice précédent.

A ce jour, BCI NAVIGATION n'a pas de dette et sa position de trésorerie lui assure une continuité d'exploitation jusqu'à fin juin 2012.

I.6. **Délais de paiement fournisseurs**

En application des articles L.441-6-1 et D.441-4 du code de commerce, les tableaux suivants présentent la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance.



<b>31.12.2010</b>	Dettes échues	Moins de 30 jours	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	Plus de 90 jours	Hors échéance	TOTAL
Fournisseurs biens et services	0	9.684	28.724	86.600	0	0	125.008
Fournisseurs immobilisations	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>9.684</b>	<b>28.724</b>	<b>86.600</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>125.008</b>

<b>31.12.2011</b>	Dettes échues	Moins de 30 jours	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	Plus de 90 jours	Hors échéance	TOTAL
Fournisseurs biens et services	0	33.475	18.505	96.353	27.349	0	175.682
Fournisseurs immobilisations	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>33.475</b>	<b>18.505</b>	<b>96.353</b>	<b>27.349</b>	<b>0</b>	<b>175.682</b>

### **I.7. Activité de la société en matière de recherche et de développement**

Les frais de recherche et de développement ne sont pas immobilisés. La poursuite du développement de la chaîne de mobilité GEOD durant tout l'exercice 2011 a fait l'objet d'un crédit impôt recherche.

## **II - Evénements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi**

Les diverses négociations et contacts de l'année 2011 ont permis à BCI Navigation d'annoncer en date du 19/12/2011 le projet de création d'une joint-venture avec Scaale Ltd pour conquérir le marché indien de la Mobilité et lever 10 millions de US\$ pour BCI.

Fin janvier 2012, BCI Navigation s'est rendu en Inde sous l'égide de Scaale afin de choisir le lieu d'implantation de la société commune et rencontrer des clients potentiels.

En parallèle d'un second déplacement en Californie fin février 2012 pour avancer avec Scaale sur la mise au point du business plan, la création de la société commune et la mise en place du dispositif aboutissant à la levée de fonds, BCI Navigation a également effectué de nouvelles présentations auprès de sociétés américaines s'intéressant au marché de la Mobilité. Suite aux contacts établis, des études de portabilité de notre technologie GEOD sont actuellement en cours.

D'autre part BCI Navigation a pris la décision d'établir un partenariat stratégique avec OpenStreetMap France car nous partageons la même vision du monde cartographique de demain et le principe incontournable des méthodes de « crowd-sourcing ».

Le 19 mars 2012, la société BCI Navigation a encaissé le crédit d'impôt recherche comptabilisé au bilan pour 667 K€.

Le 3 avril 2012, BCI Navigation a annoncé la création officielle de sa joint-venture avec SCAALE Ltd nommée BCI Navigation Global Ltd et dont le siège est à Hong Kong.

### **III - Evolution prévisible et perspectives d'avenir de la société pour 2012**

Le projet d'entreprise de BCI NAVIGATION reste toujours la diffusion massive (à l'échelle du globe) des logiciels GEOD enfouis dans les applicatifs de Mobilité qui seront sans nombre. GEOD est un véritable challenge qui consiste à fournir une chaîne d'outils internet à fin de modélisation cartographique 3D et temps réel de la Terre. Comme déjà indiqué, une telle modélisation est un passage obligé et nécessaire pour le devenir de la Mobilité dont le marché est gigantesque puisque adressant à terme chaque être humain. GEOD sera opéré d'une manière naturelle et quasi-transparente à travers des sites de socialisation fédérant des acteurs utilisant les applicatifs de Mobilité.

Pour BCI NAVIGATION ce challenge peut être remporté grâce à :

- La tenue des objectifs techniques constamment démontrés.
- La prise de conscience de la nécessité du projet et de la pertinence de GEOD par les acteurs les plus prometteurs de la Mobilité.
- Notre avance technologique sur le seul acteur mondial qui agit dans le domaine avec un objectif global, silencieux et définitif.

Cette avance nous laisse encore une « fenêtre de tir » exploitable. Les mois à venir doivent donc être pour BCI NAVIGATION le temps de la conclusion du bien-fondé de sa technologie GEOD.

A ce titre nous prévoyons de diffuser très prochainement notre logiciel CRISTINE Android sur base de données OSM, associé à eTOOCAN 2 en utilisant toutes les possibilités nouvelles du « Cloud Computing ».

### **IV - Modalité d'exercice de la direction générale**

En application de l'article R.225-102 du code de commerce, il est précisé que le conseil d'administration du 28 juin 2002 a décidé que la direction générale de la société serait assumée par le président du conseil d'administration.

### **V - Liste des fonctions et mandats exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux, durant l'exercice écoulé**

En application de l'article L.225-102-1 du code de commerce, est précisé ci-dessous la liste de l'ensemble des fonctions et mandats exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux, durant l'exercice écoulé :

- Monsieur Bruno Coiffet :
  - président du conseil d'administration et directeur général de BCI NAVIGATION société anonyme au capital de 3.575.343,60 €, dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex, immatriculée sous le n°SIREN : 423 859 099, R.C.S. Evry ;

- président du conseil d'administration et directeur général de  
B.C.I.  
société anonyme au capital de 71.250 €,  
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite  
Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,  
immatriculée sous le n°SIREN : 383 395 282, R.C.S. Evry ;
- président du conseil d'administration et directeur général de  
BCI CARTO  
société anonyme au capital de 47.500 €,  
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite  
Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,  
immatriculée sous le n°SIREN : 438 435 273, R.C.S. Evry ;
- président de  
BCI DATA  
société par actions simplifiée au capital de 200.000 €  
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite  
Montagne Sud, 91017 Evry-Lisses Cedex  
immatriculée sous le n°SIREN 500 955 299 R.C.S. Ev ry
- Madame Christine Coiffet :
  - représentant permanent de B.C.I. administrateur de  
BCI NAVIGATION  
société anonyme au capital de 3.575.343,60 €,  
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite  
Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,  
immatriculée sous le n°SIREN : 423 859 099, R.C.S. Evry.
  - administrateur de  
B.C.I.  
société anonyme au capital de 71.250 €,  
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite  
Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,  
immatriculée sous le n°SIREN : 383 395 282, R.C.S. Evry ;
  - représentant permanent de B.C.I. administrateur de  
BCI CARTO  
société anonyme au capital de 47.500 €,  
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite  
Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,  
immatriculée sous le n°SIREN : 438 435 273, R.C.S. Evry.
  - membre du directoire de  
BCI DATA  
société par actions simplifiée au capital de 200.000 €  
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite  
Montagne Sud, 91017 Evry-Lisses Cedex  
immatriculée sous le n°SIREN 500 955 299 R.C.S. Ev ry

- Monsieur Camille Coiffet :
  - administrateur de  
BCI NAVIGATION  
société anonyme au capital de 3.575.343,60 €,  
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite  
Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,  
immatriculée sous le n°SIREN : 423 859 099, R.C.S. Evry ;
  - administrateur de  
B.C.I.  
société anonyme au capital de 71.250 €,  
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite  
Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,  
immatriculée sous le n°SIREN : 383 395 282, R.C.S. Evry ;
  - administrateur de  
BCI CARTO  
société anonyme au capital de 47.500 €,  
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite  
Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,  
immatriculée sous le n°SIREN : 438 435 273, R.C.S. Evry ;

## **VI - Rémunération, avantages et attributions de titres octroyés, durant l'exercice écoulé, à chaque mandataire social**

### VI.1. Rémunération totale et avantages de toute nature versés et les attributions de titres octroyés, durant l'exercice écoulé, à chaque mandataire social par la société BCI NAVIGATION

En application de l'article L.225-102-1 du code de commerce, nous vous indiquons la rémunération totale et les avantages de toute nature versés y compris sous forme d'attribution de titres, ainsi que les engagements pris, durant l'exercice écoulé, au bénéfice de chaque mandataire social par la société BCI NAVIGATION :

- Bruno Coiffet, président du conseil d'administration et directeur général

Rémunération et avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2011 :

- \* Rémunération et avantages en nature : 204.000 €, dont :
  - éléments fixes : 180.000 € ; remboursement forfaitaires frais : 24.000 €.
  - éléments variables et critères en application desquels ils ont été calculés : néant
  - éléments exceptionnels et circonstances en vertu desquelles ils ont été établis : néant.

\* Autres engagement pris au bénéfice de Monsieur Bruno Coiffet :  
Engagements de toutes natures correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions exercées ou postérieurement à celle-ci et modalités de détermination de ces engagements : néant.

- \* Attribution de titres : néant

Information sur les options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la société aux mandataires sociaux dirigeants ne pouvant être levées par les bénéficiaires avant la cessation de leur mandat et/ou actions issues de levées d'options devant être conservées jusqu'à la cessation de leur mandat (article L.225-185 du code de commerce) : sans objet.

Information sur les actions attribuées gratuitement par la société aux mandataires sociaux dirigeants ne pouvant être cédées par les bénéficiaires avant la cessation de leur mandat (article L.225-197-1 du code de commerce) : sans objet.

- Autres mandataires :

<i>Mandataire</i>	<i>Rémunérations et avantages</i>	<i>Engagements consentis</i>	<i>Attribution de titres</i>
Christine Coiffet, représentant permanent de BCI, Administrateur	néant	néant	néant
Camille Coiffet Administrateur	néant	néant	néant

VI.2. Rémunération totale et avantages de toute nature versés et les attributions de titres octroyés, durant l'exercice écoulé à chaque mandataire social par les sociétés contrôlées par la société BCI NAVIGATION

En application de l'article L.225-102-1 alinéa 2 du code de commerce, nous vous indiquons la rémunération totale et les avantages de toute nature versés y compris sous forme d'attribution de titres, ainsi que les engagements pris, durant l'exercice écoulé, au bénéfice de chaque mandataire social par les sociétés contrôlées par la société :

- Monsieur Bruno Coiffet

Rémunération et avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé :

\* Rémunération et avantages en nature: néant

- éléments fixes : néant ;
- éléments variables et critères en applications desquels ils ont été calculés : néant;
- éléments exceptionnels et circonstances en vertu desquelles ils ont été établis : néant;

\* Autres engagements pris au bénéfice de Monsieur Bruno Coiffet : néant

Engagements de toutes natures correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions exercées ou postérieurement à celle-ci et modalités de détermination de ces engagements : néant.

\* Attribution de titres : néant

- Autres mandataires

<i>Mandataire</i>	<i>Rémunérations et avantages</i>	<i>Engagements consentis</i>	<i>Attribution de titres</i>
Christine Coiffet, représentant permanent de B.C.I., Administrateur	néant	néant	néant
Camille Coiffet Administrateur	néant	néant	néant

VI.3. Rémunération totale et avantages de toute nature versés et les attributions de titres octroyés, durant l'exercice écoulé à chaque mandataire social par la société B.C.I. contrôlant la société BCI NAVIGATION

En application de l'article L.225-102-1 alinéa 2 du code de commerce, nous vous indiquons la rémunération totale et les avantages de toute nature versés y compris sous forme d'attribution de titres, ainsi que les engagements pris, durant l'exercice écoulé, au bénéfice de chaque mandataire social par la société B.C.I. contrôlant la société BCI NAVIGATION :

<i>Mandataire</i>	<i>Rémunérations et avantages</i>	<i>Engagements consentis</i>	<i>Attribution des titres</i>
Bruno Coiffet Président directeur général	néant	néant	néant
Christine Coiffet, représentant permanent de B.C.I. Administrateur	néant	néant	néant
Camille Coiffet Administrateur	néant	néant	néant

## VII - Informations sur la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales de son activité

En application des articles L.225-102-1 alinéa 5 du et R.225-104 du code de commerce, les informations sur la manière dont la société a pris en compte, au cours de l'exercice écoulé, les conséquences sociales de son activité sont les suivantes :

1°

- a) *effectif total* : 17 (1 direction, 16 salariés sous contrat à durée indéterminée et 0 contrat à durée déterminée), dont 17 cadres (2 femmes et 15 hommes) et 0 employé ;  
*embauches à durée indéterminée* : 0. L'effectif total de la société est resté constant sur tout l'exercice.  
*embauches à durée déterminée* : 0;  
*difficultés éventuelles de recrutement* : rien de particulier ;  
*licenciements et leurs motifs* : 0;  
*heures supplémentaires* : néant.  
*main-d'œuvre extérieure* : néant;
- b) *plans de réduction d'effectifs et de sauvegarde de l'emploi* : sans objet ;  
*efforts de reclassement* : sans objet;  
*réembauches et mesures d'accompagnement* : sans objet ;

- 2° *organisation du temps de travail* : horaire collectif ;  
*durée du temps de travail pour les salariés à temps plein* : 35 heures ;  
*durée du temps de travail pour les salariés à temps partiel* : mi-temps ;  
*Accord pour la réduction du temps de travail* : sans objet  
*absentéisme et ses motifs* : rien de particulier ;
- 3° *rémunérations et leur évolution* : en 2011, les charges de personnel (charges sociales incluses) se sont élevées à 1896 K€ ;  
*charges sociales* : 585 K€ ;  
*application du titre IV du livre IV du code du travail* : rien de particulier ;  
*égalité professionnelle entre les femmes et les hommes* : la société ne fait aucune distinction entre les hommes et les femmes, que ce soit au niveau de l'embauche ou de la rémunération, le système de gestion étant appliqué uniformément au personnel ;  
*suivi d'une politique sociale veillant au respect de la lutte contre toute forme de discrimination et à la promotion des diversités* ;
- 4° *relations professionnelles et bilan des accords collectifs* : rien de particulier
- 5° *conditions d'hygiène et de sécurité* : satisfaisantes ;
- 6° *formation* : selon les besoins individuels des salariés ;
- 7° *emploi et insertion des travailleurs handicapés* : néant ;
- 8° *œuvres sociales* : néant.
- 9° *importance de la sous-traitance* : la société fait appel à la sous-traitance de manière ponctuelle et s'applique essentiellement dans les domaines d'usage comme le nettoyage, mais aussi les cabinets de conseils, etc... ;
- 10° *manière dont la société prend en compte l'impact territorial de ses activités en matière d'emploi et de développement régional* : néant ;
- 11° *relations entretenues par la société avec les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines* : néant ;
- 12° *importance de la sous-traitance et manière dont la société promeut auprès de ses sous-traitants et s'assure du respect par ses filiales des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail* : sans objet ;
- 13° *manière dont les filiales étrangères prennent en compte l'impact de leurs activités sur le développement régional et les populations locales* : sans objet.

## **VIII - Rapport spécial du conseil d'administration sur les options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la société**

En application des dispositions de l'article L.225-184 du code de commerce, il est précisé qu'il a été consenti, en vertu des articles L.225-177 à L.225-186 du code de commerce, les options de souscription d'actions suivantes :

Le conseil d'administration du 16 janvier 2007 a décidé d'user de l'autorisation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 5 janvier 2007 et d'attribuer 171.000 options de souscription d'actions à certains salariés des sociétés du groupe BCI (au nombre de 18) donnant droit de souscrire à 171.000 actions de 0,40 € nominal, au prix de 6,57 €.

Chaque bénéficiaire peut exercer les options qui lui sont consenties à compter du 16 janvier 2008 jusqu'au 15 janvier 2014 inclus.

- *Nombre, dates d'échéance et prix des options de souscription ou d'achat d'actions qui, durant l'année 2011 et à raison des mandats et fonctions exercés dans la société, ont été consenties à chacun des mandataires par la société et par celles qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du code de commerce : néant.*
- *Nombre, dates d'échéance et prix des options de souscription ou d'achat d'actions qui ont été consenties durant l'année 2011 à chacun des mandataires de la société ou de celles qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180, à raison des mandats et fonctions qu'ils y exercent par les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du code de commerce : néant.*
- *Nombre et prix des actions souscrites ou achetées durant l'exercice 2011 par chacun des mandataires sociaux de la société en levant une ou plusieurs des options détenues sur la société, sur les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du code de commerce et sur les sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du code de commerce : néant.*
- *Nombre, prix et dates d'échéance des options de souscription ou d'achat d'actions consenties, durant l'année 2011, par la société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du code de commerce, à chacun des 10 salariés de la société non mandataires sociaux dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé : néant.*
- *Nombre et prix des actions qui, durant l'année 2011, ont été souscrites ou achetées, en levant une ou plusieurs options détenues sur la société et les sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du code de commerce, par chacun des 10 salariés de la société non mandataires sociaux dont le nombre d'actions ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé : néant.*
- *Nombre, prix et dates d'échéance des options de souscription ou d'achat d'actions consenties, durant l'année 2011, par la société et par les sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du code de commerce, à l'ensemble des salariés bénéficiaires ; nombre des salariés bénéficiaires et répartition des options consenties entre les catégories de ces bénéficiaires : néant.*

## **IX - Rapport spécial du conseil d'administration sur les opérations réalisées au titre de l'attribution gratuite d'actions au personnel salarié et aux dirigeants de la société**

En application de l'article L.225-197-4 du code de commerce, il est précisé qu'il n'a été consenti aucune attribution gratuite d'actions en vertu des articles L.225-197-1 à L.225-197-3 du code de commerce.

## **X - Participation des salariés au capital**

### **X.1. Participation des salariés au capital à la clôture de l'exercice écoulé**

En application de l'article L.225-102 du code de commerce, est indiqué ci-dessous l'état de la participation des salariés au capital à la clôture de l'exercice écoulé.



Salarié(s) de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.255-180 du code de commerce détenant des actions nominatives dans la société à la clôture de l'exercice écoulé :

<i>nombre de salariés</i>	<i>nombre d'actions</i>	<i>% du capital</i>
néant	0	0

Actions des salariés qui font l'objet d'une gestion collective ou dont les intéressés n'ont pas la libre disposition :

<i>cadre juridique</i>	<i>nombre d'actions</i>	<i>% du capital</i>
néant	0	0

#### X.2. Augmentation de capital réservée aux salariés

L'assemblée générale du 30 juin 2010 a rejeté le projet de résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital dans les conditions prévues aux articles L.3332-19 et suivants du code du travail.

#### X.3. Rachat d'actions destinées à être attribuées aux salariés et aux dirigeants

Conformément à l'article L.225-211 du code de commerce il est précisé que, au cours de l'exercice écoulé, la société n'a acquis aucune de ses propres actions en application de l'article L.225-208 du code de commerce à fin :

- d'une attribution d'actions aux salariés au titre de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise ;
- d'une attribution gratuite d'actions aux salariés ou aux dirigeants dans les conditions prévues aux articles L.225-197-1 à L.225-197-3 du code de commerce ;
- d'une attribution d'options d'achat d'actions aux salariés ou au dirigeants dans les conditions prévues aux articles L.225-177 et suivants du code de commerce.

## XI - Principaux actionnaires

### XI.1. Répartition du capital et des droits de vote

Actionnaires	31/12/2011				31/12/2010			
	Actions		Droits de vote		Actions		Droits de vote	
BCI	436.704	4,89%	873.408	9,3%	1.796.609	20,1%	3.593.218	33,6%
Autres	13.395	0,15%	19.550	0,2%	57.137	0,6%	14.152	0,1%
Public	8.488.260	94,96%	8.488.260	90,5%	7.084.613	79,3%	7.084.613	66,3%
<b>Total</b>	<b>8.938.359</b>	<b>100,00%</b>	<b>9.381.218</b>	<b>100,00%</b>	<b>8.938.359</b>	<b>100,00%</b>	<b>10.691.983</b>	<b>100,00%</b>

### XI.2. Notification des franchissements de seuils en capital et droits de vote

En application des articles L.233-7 et L.233-13 du code de commerce, le tableau ci-dessous indique l'identité des actionnaires détenant, à la clôture de l'exercice écoulé, plus de 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 30 %, 33,33 %, 50 %, 66,66 %, 90 % ou 95 % du capital ou des droits de vote aux assemblées générales, et des modifications intervenues au cours de l'exercice écoulé :

Actionnaire	détention en capital	détention en droits de vote	franchissements de seuils intervenus en capital	franchissements de seuils intervenus en droits de vote
BCI	(< à 5 %)	plus de 5 %	20%,15%,10%,5% à la baisse	25%, 20%,15%, 10% à la baisse

A titre d'information, à la date de ce rapport, BCI ne détient plus que 2,09% du capital et 4,09% des droits de vote.

### XI.3. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Par décision extraordinaire des associés en date du 30 juin 2010, il a été décidé de poursuivre l'activité.

## XII - Tableau des résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

Tableau des résultats financiers de la société au cours des 5 derniers exercices, conforme au modèle mentionné à l'article R.225-102.

	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social (en €)	3.575.344	3.575.344	3.575.344	3.575.344	3.575.344
Nombre d'actions	8.938.359	8.938.359	8.938.359	8.938.359	8.938.359
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires H.T.	1.595.876	616.540	277.990	158.413	154.185
Résultat avant impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2.354.281	-3.581.936	-2.247.016	-2.245.391	-2.645.192
Impôt sur les bénéfices	- 45.140	-268.287	-596.196	-754.591	-667.405
Participation des salariés	-	-	-	-	-
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3.035.218	-1.752.780	-1.015.905	-18.575	-344.567
Résultat distribué	0	0	0	0	0
<b>Résultats par action (en €)</b>					
Résultat après impôt, participation des salariés mais avant dotation aux amortissements et provisions	0,27	-0,37	-0,18	-0.17	-0.22
Résultat après impôt, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	0.34	-0,20	-0.11	0	-0.04
Dividende distribué à chaque action	0	0	0	0	0
<b>Personnel (en K€)</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	16	19	17	17	17
Montant de la masse salariale de l'exercice	1.242.407	1.475.187	1.390.692	1.320.029	1.310.906
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	552.221	659.999	623.379	588.811	584.731

## XIII - Capital social

### XIII.1. Autocontrôle

En application de l'article L.233-13 du code de commerce, il est précisé que les sociétés contrôlées par la société ne détiennent pas d'action de la société.

### XIII.2. Aliénation(s) d'actions intervenue(s) à l'effet de régulariser les participations croisées

Conformément à l'article R.233-19 du code de commerce, il est précisé que les aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées en application des articles L.233-29 et L.233-30 du code de commerce sont les suivantes : néant.

### XIII.3. Information sur les opérations effectuées par la société sur ses propres actions intervenues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-211 alinéa 2 du code de commerce, il est rappelé que, sur autorisation de l'assemblée générale ordinaire annuelle sur 2<sup>ème</sup> convocation du 28 octobre 2011, au cours de l'exercice écoulé, la société a procédé aux opérations suivantes sur ses propres actions :

- nombre d'actions achetées : 288.321
- nombre d'actions vendues : 330.221
- cours moyens des achats : 1,48 € ;
- cours moyens des ventes : 1,53 € ;
- montant des frais de négociation : 22 867 € ;
- nombre d'actions inscrites au nom de la société à la clôture de l'exercice 2011 : 7.240 soit 0,081 % du capital, et valeur évaluée au cours d'achat : 11.946 € ;
- motifs des acquisitions effectuées : contrat d'animation de marché avec SG SECURITIES.
- Eventuelles réallocations et fraction du capital qu'elles représentent : néant.

### XIII.4. Dilution potentielle du capital

Néant.

### XIII.5. Ajustements

Ajustement du nombre d'actions pouvant être obtenu par exercice d'options de souscription ou d'achat d'actions ou par exercice de valeurs mobilières donnant accès au capital apporté en cas de rachat par la société de ses propres actions à un prix supérieur au cours de bourse (articles R.225-138 et R.228-90 du code de commerce) : néant.

Ajustement des conditions d'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital apportés en cas de réalisation par la société d'une opération visée à l'article L.228-99 (article R.228-91 du code de commerce) : sans objet.

XIII.6. Capital autorisé non émis : délégations en cours de validité et utilisations de ces délégations

Conformément à l'article L.225-100 alinéa 7, le tableau ci-dessous récapitule les délégations en cours de validité accordées au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du code de commerce :

<i>date de la délégation</i>	<i>durée de validité</i>	<i>montant du capital autorisé</i>	<i>utilisation de la délégation au cours d'un exercice précédent l'exercice écoulé</i>	<i>utilisation de la délégation au cours de l'exercice écoulé</i>	<i>utilisation de la délégation au cours de l'exercice en cours</i>
néant	Néant	néant	néant	néant	néant

**XIV - Opérations sur les titres émis par la société réalisées par les mandataires sociaux**

En application de l'article 223-26 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le tableau ci-dessous indique les acquisitions, cessions, souscriptions ou échanges d'actions BCI NAVIGATION et transactions opérées sur les actions BCI NAVIGATION au moyen d'instruments financiers à terme, réalisées au cours de l'exercice écoulé par les mandataires sociaux et les personnes ayant avec eux des liens personnels étroits :

<i>Mandataires</i>	<i>Flux bruts de la période</i>		<i>Positions ouvertes au dernier jour de la période</i>	
	<i>Achat (nb de titres)</i>	<i>Vente (nb de titres)</i>	<i>Positions à l'achat (nombre de titres)</i>	<i>Positions à la vente (nombre de titres)</i>
B.C.I.	<u>néant</u>	1.359.905	Call achetés	Call vendus
			Put vendus	Put achetés
			Achats à terme	Ventes à terme
Bruno Coiffet	néant	néant	Call achetés	Call vendus
			Put vendus	Put achetés
			Achats à terme	Ventes à terme
Christine Coiffet	néant	néant	Call achetés	Call vendus
			Put vendus	Put achetés
			Achats à terme	Ventes à terme
Camille Coiffet	néant	néant	Call achetés	Call vendus
			Put vendus	Put achetés
			Achats à terme	Ventes à terme

**XV - Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique**

En application de l'article L.225-100-3 du code de commerce, sont précisés ci-dessous les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique : néant.

## **B) Résolutions présentées à l'assemblée générale ordinaire**

### **I - Approbation des comptes**

#### **I.1. Approbation des comptes sociaux**

Il est demandé à l'assemblée générale d'approuver les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 tels qu'ils sont présentés, faisant apparaître un résultat net comptable déficitaire de 344.566,67 €.

#### **I.2. Approbation de certaines charges fiscalement non déductibles**

Au titre des charges visées à l'article 39-4. du code général des impôts il a été réintégré dans le résultat imposable de l'exercice écoulé une somme de 3.980 € correspondant à des amortissements excédentaires ; aucun impôt n'a été supporté en raison de ces charges.

### **II - Affectation du résultat - Dividendes**

#### **II.1. Affectation du résultat**

Il est proposé d'affecter le déficit net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2011 s'élevant à 344.566,67 € au poste « report à nouveau (solde débiteur) », en rectifiant l'erreur de plume de 38 centimes d'euros de la perte nette comptable de l'exercice précédent (soit 18.575,38 € en place de 18.575 €).

Après cette affectation, les comptes de capitaux propres s'établiront comme suit :

<i>Capitaux propres</i>	<i>en €</i>
Capital	3.575.343,60
Primes d'émission	23.941.139,47
Report à nouveau (solde débiteur)	(26.847.074,84)
<b>Total</b>	<b>669.408,23</b>

#### **II.2. Dividendes versés au titre des trois exercices précédents**

Il est rappelé, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois exercices précédant le dernier exercice clos.

### **III - Conventions réglementées**

Les conventions réglementées visées à l'article L.225-38 du code de commerce font l'objet du rapport spécial des commissaires aux comptes qui est présenté à l'assemblée générale en application de l'article L.225-40 et, le cas échéant, de l'article L.225-42, du code de commerce. Ces conventions sont, s'il y a lieu, soumises à l'approbation de l'assemblée.

#### **IV - Attribution de jetons de présence**

Aucune proposition d'attribution de jetons de présence au conseil d'administration n'est proposée à l'assemblée.

#### **V - Nouvelle autorisation à donner au conseil d'administration en remplacement de la précédente concernant le programme de rachat d'actions**

En remplacement de la précédente autorisation qui avait été donnée par l'assemblée générale ordinaire annuelle sur 2<sup>ème</sup> convocation du 28 octobre 2011, nous vous proposons, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du code de commerce, de donner au conseil d'administration une nouvelle autorisation pour acheter des actions de la société.

Les objectifs de ce programme de rachat seraient les suivants :

- la couverture d'obligations liées :
  - à des programmes d'attribution d'options d'achat d'actions, d'attribution gratuite d'actions ou autres allocations d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux du groupe,
  - à l'attribution d'actions aux salariés au titre de leur participation aux résultats de l'entreprise, dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise ou dans le cadre de toute autre formule d'épargne salariale,
  - à la remise d'actions lors de l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, échange, attribution ou de toute autre manière ;
- la conclusion avec un prestataire de service d'investissement d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- la remise d'actions dans le cadre d'opérations de croissance externe à titre de paiement, d'échange ou d'apport.

Il n'est pas prévu de demander d'autoriser l'annulation des actions rachetées.

Les achats pourraient porter sur un nombre d'actions tel que le nombre d'actions que la société détiendra à la suite de ces achats ne dépasse pas 10 % des actions qui composent son capital. Toutefois, le nombre d'actions acquises par la société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % de son capital. Le pourcentage du capital s'applique à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la décision de l'assemblée générale.

Le prix à payer par la société lors de l'achat de ses propres actions ne pourrait être supérieur par action à 10 € (hors frais) pour une action d'une valeur nominale de 0,40 €.

Le montant maximum des achats autorisés serait donc fixé à 8.938.359 €.

Les achats, cessions ou transferts, pourraient se faire par tous moyens et à tout moment y compris en période d'offre publique, au choix du conseil d'administration, sur le marché ou hors marché, y compris par des négociations de blocs et par des opérations optionnelles. La part maximale du capital acquise ou transférée sous forme de blocs de titres pourrait atteindre la totalité du programme de rachat d'actions autorisé.

L'assemblée générale déléguerait au conseil d'administration, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres motifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Tous pouvoirs seraient conférés au conseil d'administration pour décider la mise en œuvre et, si nécessaire, préciser les termes de l'autorisation donnée par l'assemblée, avec faculté d'en déléguer la réalisation à son président.

L'autorisation donnée par l'assemblée générale resterait valable pour une durée de 18 mois.

## **VI - Ratification des cooptations faites à titre provisoire par le conseil d'administration – Expiration du mandat des administrateurs – Désignation de nouveaux administrateurs – Expiration du mandat des commissaires aux comptes**

Aucune cooptation n'a été faite depuis la dernière assemblée générale.

### Administrateurs

Aucun mandat d'administrateur n'est venu à expiration.

### Commissaires aux comptes

Le mandat du commissaire aux comptes titulaire, la société CREATIS GOMEZ, membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris, est venu à expiration.

Le mandat du commissaire aux comptes suppléant, la société CP AUDIT, membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris, est venu à expiration

En conséquence il est proposé à l'assemblée générale :

- De renouveler pour une durée de six exercices le mandat de la société CREATIS GOMEZ, ayant son siège social au 2 bis rue des Coquelicots BP 10485 91162 LONGJUMEAU CEDEX, en qualité de commissaire aux comptes titulaire de la société BCI NAVIGATION.



- De renouveler pour une durée de six exercices le mandat de la société CP AUDIT, ayant son siège social au 5 avenue d'Estienne d'Orves 91261 JUVISY SUR ORGE, en qualité de commissaire aux comptes suppléant de la société BCI NAVIGATION.

Nous espérons que vous voudrez bien approuver les résolutions agréées par le conseil d'administration qui vous sont proposées.

*Le conseil d'administration*

Bruno Coiffet <i>Président du conseil d'administration et directeur général</i>	
B.C.I. <i>Administrateur</i> Représentée par Christine Coiffet	
Camille Coiffet <i>Administrateur</i>	

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2011 (en euros)**

<b>ACTIF</b>	<b>Montant brut</b>	<b>Amortissements</b>	<b>31/12/2011</b>	<b>31/12/2010</b>
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
. Concessions, brevets et droits similaires	132 810	121 667	11 143	985
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
. Constructions	496 203	266 855	229 348	291 551
. Installations techniques, matériel et outillage industriels	0	0	0	0
. Autres immobilisations corporelles	978 282	843 721	134 561	196 432
. Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
. Autres participations	80 000	80 000	0	0
. Créances rattachées à des participations	280 890	280 890	0	0
. Autres titres immobilisés	384 090	373 992	10 098	52 787
. Autres immobilisations financières	4 750	0	4 750	4 750
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>2 357 025</b>	<b>1 967 125</b>	<b>389 900</b>	<b>546 505</b>
<b>STOCK ET EN-COURS</b>				
. Marchandises	0	0	0	0
. Avances et acomptes versés sur commande	2 807	0	2 807	224
<b>CREANCES</b>				
. Clients et comptes rattachés	73 864	0	73 864	67 567
. Autres créances	2 907 139	2 186 709	720 430	810 307
<b>DIVERS</b>				
. Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
. Disponibilités	41 565	0	41 565	88 644
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
. Charges constatées d'avance	31 548	0	31 548	17 306
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>3 056 923</b>	<b>2 186 709</b>	<b>870 214</b>	<b>984 048</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 413 948</b>	<b>4 153 834</b>	<b>1 260 114</b>	<b>1 530 552</b>

<b>PASSIF</b>		<b>31/12/2011</b>	<b>31/12/2010</b>
. Capital social, dont versé : 3 575 344		3 575 344	3 575 344
. Primes d'émission, de fusion, d'apport		23 941 139	23 941 139
. Report à nouveau		(26 502 508)	(26 483 933)
. Résultat de l'exercice		-344 567	-18 575
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>669 408</b>	<b>1 013 975</b>
. Provisions pour risques		15 000	0
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>15 000</b>	<b>0</b>
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>			
. Emprunts et dettes financières divers		0	0
. Emprunts et dettes auprès établissements de crédit		411	197
. Dettes fournisseurs et comptes rattachés		213 391	178 373
. Dettes fiscales et sociales		361 904	338 006
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>			
. Produits constatés d'avance		0	0
<b>DETTES</b>		<b>575 706</b>	<b>516 576</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 260 114</b>	<b>1 530 552</b>

. Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

575 706

516 576

**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011 (en euros)**

	<i>France</i>	<i>Exportation</i>	<i>31/12/2011</i>	<i>31/12/2010</i>
. Ventes de marchandises	3 786	18 090	21 876	56 254
. Production vendue de services	132 309		132 309	102 159
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NETS</b>	<b>136 095</b>	<b>18 090</b>	<b>154 185</b>	<b>158 413</b>
. Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			18	3 270
. Autres produits			0	0
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>154 203</b>	<b>161 683</b>
. Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
. Variation de stock (marchandises)			0	0
. Autres achats et charges externes			504 185	500 344
. Impôts, taxes et versements assimilés			31 751	28 204
. Salaires et traitements			1 310 906	1 320 029
. Charges sociales			584 731	588 810
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
. Sur immobilisations : dotations aux amortissements			142 840	169 579
. Sur actif circulant : dotations aux provisions			0	0
. Autres charges			1 380	1 260
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>2 575 793</b>	<b>2 608 226</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>(2 421 590)</b>	<b>(2 446 543)</b>
. Autres intérêts et produits assimilés			12 969	31 467
. Reprises sur provisions et transferts de charges			0	27 501
. Différences positives de change			0	0
. Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>12 969</b>	<b>58 968</b>
. Dotations financières aux amortissements et aux provisions			42 689	0
. Intérêts et charges assimilées			0	0
. Différence négative de change			0	0
. Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>42 689</b>	<b>0</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>-29 720</b>	<b>58 968</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>(2 451 310)</b>	<b>(2 387 575)</b>

	31/12/2011	31/12/2010
. Produits exceptionnels sur opérations de gestion	252	232
. Produits exceptionnels sur opérations en capital	260	0
. Reprises sur provisions et transferts de charges	1 844 805	1 614 303
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>1 845 317</b>	<b>1 614 535</b>
. Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	379 923	126
. Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	0
. Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	26 056	0
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>405 979</b>	<b>126</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>1 439 338</b>	<b>1 614 409</b>
. Impôts sur les bénéfices	-667 405	-754 591
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>2 012 489</b>	<b>1 835 186</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>2 357 056</b>	<b>1 853 761</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>(344 567)</b>	<b>(18 575)</b>

. dont produits concernant les entreprises liées	12 348	31 140
. dont transfert de charges	18	3 270
. dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	0	0
. dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	0	0

Tableau des flux de trésorerie BCI NAVIGATION :

en milliers d'euros	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>							
Résultat de l'exercice	-1 182	575	3 035	-1 752	-1 016	-19	-345
Dépréciation et amortissements - reprises	-1 606	-2 405	-665	-1 594	-658	-1 499	-1 674
Capacité d'autofinancement	-2 788	-1 830	2 370	-3 346	-1 674	-1 518	-2 019
Besoin de financement d'exploitation	285	291	-1 326	-188	-204	-379	-253
Variation besoin de financement d'exploitation	-10	6	-1 617	1 138	-16	-175	126
<b>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</b>	<b>-2 798</b>	<b>-1 824</b>	<b>753</b>	<b>-2 208</b>	<b>-1 690</b>	<b>-1 693</b>	<b>-1 893</b>
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>							
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-30	-5	-35	-41	-4	0	-12
Cession d'immobilisations incorporelles	36	122	9	1	5	20	27
Acquisition d'immobilisations corporelles	-30	-93	-651	-395	-29	-6	-17
Cession d'immobilisations corporelles	167	98	50	156	18	6	14
Acquisition d'immobilisations financières		-80	-380	-177	-100	-6	-11
Cession d'immobilisations financières	15	0	0	0	0	10	380
<b>Flux de trésorerie liés aux investissements</b>	<b>158</b>	<b>42</b>	<b>-1 007</b>	<b>-456</b>	<b>-110</b>	<b>24</b>	<b>381</b>
<b>Flux de trésorerie financiers</b>							
Besoin de financement	-11 662	-9 342	-8 268	-6 101	-5 263	-3 652	-2 187
Variation besoin financement	<b>1 430</b>	<b>2 320</b>	<b>1 074</b>	<b>2 167</b>	<b>838</b>	<b>1 611</b>	<b>1 465</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux financements</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variation des disponibilités	-1 210	538	820	-497	-962	-58	-47
Disponibilités à l'ouverture	1 458	248	786	1 606	1 109	147	89
<b>Disponibilités à la clôture</b>	<b>248</b>	<b>786</b>	<b>1 606</b>	<b>1 109</b>	<b>147</b>	<b>89</b>	<b>42</b>

**ANNEXE**

Cette annexe complète et commente le bilan et le compte de résultat des comptes au 31 décembre 2011, dont sont extraits les éléments suivants :

Total du bilan .....	:	1 260 114 €
Chiffre d'affaires hors taxes .....	:	154 185 €
Perte comptable .....	:	344 567 €
Nombre moyen de salariés .....	:	17
- Direction	1	
- Cadres	16	
- Employé	0	

**1/ MODES ET METHODES D'EVALUATION**

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés en prenant pour base les notions suivantes :

- permanence des méthodes comptables
- indépendance des exercices
- continuité de l'exploitation

Les comptes ont été établis et présentés selon les principes comptables définis par la réglementation CRC 99/03 et les prescriptions du Plan Comptable Général.

- L'évaluation des différents éléments a été pratiquée suivant la méthode des coûts historiques.
- Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de la période.

Nous attirons votre attention sur le fait que la présentation des comptes sur le principe de continuité d'exploitation a été retenue pour les raisons suivantes :

- La position de trésorerie actuelle et l'absence d'endettement permettent de couvrir les besoins de BCI Navigation jusqu'à fin juin 2012.
- La société BCI reste engagée à céder ses actions BCI Navigation afin de poursuivre le remboursement de son compte-courant.

- Suite aux contacts en cours avec différentes sociétés et des investisseurs potentiels et compte-tenu de l'intérêt rencontré la direction de BCI Navigation pense toujours pouvoir aboutir à une solution avant le 30 juin 2012.

A défaut, en cas de retard ou d'échec des négociations commerciales et/ou en cas d'impossibilité de BCI SA de tenir ses engagements, BCI Navigation ne serait plus en situation d'assurer le financement de son exploitation et la continuité d'exploitation serait alors compromise durant l'exercice 2012.

En conséquence, le principe comptable de continuité d'exploitation retenu pour l'établissement du bilan au 31 décembre 2011 ne serait plus approprié.

Avec la mise en sommeil de la filiale française BCI DATA, BCI NAVIGATION ne détient plus de filiale opérationnelle. Les comptes depuis le premier semestre 2009 ne font plus l'objet de présentation sous forme de comptes consolidés en vertu des dispositions de l'article L.233.19 du Code de commerce relatives à l'intérêt négligeable de consolidation de filiales.

Compte tenu de la faible incidence qu'elle aurait eue sur les comptes, la méthode de décomposition des actifs n'a pas été mise en application.



# COMPTES DE BILAN

## 2/ IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles brutes	Solde ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Logiciels	148 637	11 500	27 327				132 810
<b>TOTAL</b>	<b>148 637</b>	<b>11 500</b>	<b>27 327</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>132 810</b>

Amortissements immobilisations incorporelles	Solde ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Logiciels	147 653	1 341	27 327				121 667
<b>TOTAL</b>	<b>147 653</b>	<b>1 341</b>	<b>27 327</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>121 667</b>

Immobilisations incorporelles nettes	Solde ouverture	+ acquisitions	- amort exercice	- cession valeur nette	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Logiciels	984	11 500	1 341					11 143
<b>TOTAL</b>	<b>984</b>	<b>11 500</b>	<b>1 341</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 143</b>

### 21. Frais d'établissement

Néant

### 22. Frais de Recherche et de Développement

Conformément aux principes retenus par BCI Navigation, les frais de recherche et développement ne sont pas immobilisés (cf. page 46).

### 23. Fonds commercial

Néant

### 24. Logiciels

Les logiciels sont amortis en fonction de leur durée de vie (2 ans).

### 3/ IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Immobilisations corporelles brutes	Solde ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Installations générales	496 203						496 203
Installations techniques	0						0
Matériel de transport	384 000						384 000
Matériel de bureau et informatique	394 221	17 425	13 608				398 038
Mobilier	196 244						196 244
<b>TOTAL</b>	<b>1 470 668</b>	<b>17 425</b>	<b>13 608</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 474 485</b>

Amortissements immobilisations corporelles	Solde ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Installations générales	204 652	62 203					266 855
Installations techniques	0						0
Matériel de transport	377 511	6 489					384 000
Matériel de bureau et informatique	315 854	50 181	13 608				352 427
Mobilier	84 668	22 626					107 294
<b>TOTAL</b>	<b>982 685</b>	<b>141 499</b>	<b>13 608</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 110 576</b>

Immobilisations corporelles nettes	Solde ouverture	+ acquisitions	- amort exercice	- cession valeur nette	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Installations générales	291 551	0	62 203	0				229 348
Installations techniques	0	0	0	0				0
Matériel de transport	6 489	0	6 489	0				0
Matériel de bureau et informatique	78 367	17 425	50 181	0				45 611
Mobilier	111 576	0	22 626	0				88 950
<b>TOTAL</b>	<b>487 983</b>	<b>17 425</b>	<b>141 499</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>363 909</b>

### 31. Valorisation

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation pratiquée au cours de l'exercice	Acquisitions, créations apports
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II	148 637	11 500
CORPORELLES	<b>Constructions :</b> Installations générales, agencements et aménagements des constructions		496 203	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			
	<b>Autres immobilisations corporelles :</b> Inst. générales, agencements aménagements divers			
	Matériel de transport		384 000	
	Matériel de bureau et mobilier informatique		590 465	17 425
	Emballages récupérables et divers			
	Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes				
	TOTAL III	1 470 668		17 425
FINANCIERES	Autres participations		729 624	11 056
	Autres titres immobilisés		384 090	
	Prêts et autres immobilisations financières		4 750	
	TOTAL IV	1 118 464		11 056
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>			<b>2 737 769</b>	<b>39 981</b>

IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice
		par virements de poste à poste	par cession à des tiers ou mises hors service	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II		27 327
CORPORELLES	<b>Constructions :</b> Inst. générales, agencements et amts des constructions			496 203
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			
	<b>Autres immobilisations corporelles :</b> Inst. gales, agencements, aménagements divers			
	Matériel de transport			384 000
	Matériel de bureau et informatique, mobilier		13 608	594 282
	Emballages récupérables et divers			
	Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes				
	TOTAL III		13 608	1 474 485
FINANCIERES	Autres participations		379 790	360 890
	Autres titres immobilisés			384 090
	Prêts et autres immobilisations financières			4 750
	TOTAL IV		379 790	749 730
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>			<b>420 725</b>	<b>2 357 025</b>

32. Incorporation des intérêts dans le coût de production  
Aucune immobilisation n'a été produite par l'entreprise.

33. Amortissements

<b>IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES</b>			Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement		<b>TOTAL I</b>				
Autres immobilisations incorporelles		<b>TOTAL II</b>	147 653	1 341	27 327	121 667
Constructions	Inst.générales, agencements et aménagements des constructions		204 652	62 203		266 855
	Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	Inst.générales, agencements aménagements divers					
	Matériel de transport		377 511	6 489		384 000
	Matériel de bureau et informatique, mobilier		400 521	72 807	13 608	459 720
	Emballages récupérables et divers					
		<b>TOTAL III</b>	982 684	141 499	13 608	1 110 575
<b>TOTAL GENERAL (I + II +III)</b>			<b>1 130 337</b>	<b>142 840</b>	<b>40 935</b>	<b>1 232 242</b>

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée d'utilisation de chaque bien amortissable. Selon le cas, l'amortissement économiquement justifié est déterminé suivant le mode linéaire ou le mode dégressif, soit :

- Agencements des constructions : 8 ans linéaire
- Agencements techniques : 5 ans linéaire
- Matériel de transport : 7 ans linéaire
- Matériel informatique : 3 ans dégressif ou linéaire
- Matériel de bureau : 5 ans linéaire
- Mobilier de bureau : 8 ans linéaire

#### 4/ IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Immobilisations financières brutes	Solde ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Autres participations	159 790		79 790				80 000
Créances rattachées	569 834	11 056	300 000				280 890
Autres titres immobilisés	384 090						384 090
Autres immo.financières	4 750						4 750
<b>TOTAL</b>	<b>1 118 464</b>	<b>11 056</b>	<b>379 790</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>749 730</b>

Dotations aux provisions Immobilisations financières	Solde ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Autres participations	159 790		79 790				80 000
Créances rattachées	569 834	11 056	300 000				280 890
Autres titres immobilisés	331 303	42 689					373 992
Autres immo.financières	0						0
<b>TOTAL</b>	<b>1 060 927</b>	<b>53 745</b>	<b>379 790</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>734 882</b>

Immobilisations financières nettes	Solde ouverture	+	dotation exercice	reprise exercice	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Autres participations	0	0	0	0				0
Créances rattachées	0	11 056	11 056	0				0
Autres titres immobilisés	52 787	0	42 689	0				10 098
Autres immo.financières	4 750	0	0	0				4 750
<b>TOTAL</b>	<b>57 537</b>	<b>11 056</b>	<b>53 745</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 848</b>

A ce jour, BCI Navigation n'a connaissance d'aucun élément susceptible d'engager la responsabilité financière de l'entreprise.

Au poste « autres titres immobilisés » figure un montant de 384 000 € versé dans le cadre d'un contrat d'animation de marché avec la SG Securities. Au travers de ce compte, notre société détient l'équivalent de 6 066 de ses propres actions BCI NAVIGATION. Les fonds investis ont donné lieu à une provision de 373 992 € calculée en fonction de la valorisation des titres au 31 décembre 2011.

## 5/ ACTIF CIRCULANT

Par prudence, les avances en compte courant à la société mère sont provisionnées en totalité depuis 2002. Au 31 décembre 2011, le montant s'élève à 2 186 709 €.

### Echéancier des créances

ETAT DES CREANCES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	280 890	280 890	
Autres immobilisations financières	4 750		4 750
Autres créances clients	73 864	73 864	
Personnel et comptes rattachés	5 594	5 594	
Sécurité Sociale et organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices	667 405	667 405	
Taxe sur la valeur ajoutée	36 486	36 486	
Autres impôts et taxes	9 094	9 094	
Groupe et Associés (*)	2 186 709	2 186 709	
Autres débiteurs	1 851	1 851	
Charges constatées d'avance	31 548	31 548	
<b>TOTAL</b>	<b>3 298 191</b>	<b>3 293 441</b>	<b>4 750</b>

\*La créance vis-à-vis de B.C.I. étant exigible a été classée à moins d'un an.

## 6/ VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Néant.

## **7/ REGULARISATION ACTIF ET PRODUITS A RECEVOIR**

### **71. Charges constatées d'avance**

Locations	1 323 €
Maintenance	7 399 €
Assurances	690 €
Abonnements publications	211 €
Honoraires	19 321 €
Frais carte bleue	2 004 €
Cotisations	54 €
Frais de personnel	192 €
Autres charges	354 €
	-----
Total	31 548 €
	=====

### **72. Charges à répartir sur plusieurs exercices**

Aucune somme ne figure à ce poste.

### **73. Produits à recevoir**

Clients, factures à établir	2 440 €
Indemnités maladie	4 042 €
Plafonnement CET 2010	222 €
Plafonnement CET 2011	8 872 €
Contrat de liquidité	584 €
	-----
Total	16 160 €
	=====

## 8/ CAPITAL ET DETTES

Le capital social est de 3 575 343,60 € divisé en 8938 359 actions de 0,40 € chacune entièrement libérées.

### EVOLUTION CAPITAL

Date	Opération	Nombre actions	Total actions	Valeur unitaire	Variation Capital	Capital FRF	Capital €
15/07/99	Création	2 500	2 500	100,00 F	250 000,00	250 000,00	
23/09/99	Apport partiel actif BCI	5 500	8 000	100,00 F	550 000,00	800 000,00	
23/09/99	Augmentation capital	889	8 889	100,00 F	88 900,00	888 900,00	
28/03/00	Augmentation capital pour				44 028,36	932 928,36	
	<b>conversion capital en €</b>		8 889	16,00 €			142 224,00
28/03/00	Division du nominal des actions	355 560	355 560	0,40 €			142 224,00
28/03/00	Augmentation capital	5 644 440	6 000 000	0,40 €	2 257 776,00		2 400 000,00
31/03/00	Augmentation capital						
	Souscription MOTOROLA	580 776	6 580 776	0,40 €	232 310,40		2 632 310,40
06/06/00	Augmentation capital						
	Introduction en BOURSE	1 645 194	8 225 970	0,40 €	658 077,60		3 290 388,00
07/07/00	Augmentation capital						
	Souscription Société Générale	131 615	8 357 585	0,40 €	52 646,00		3 343 034,00
29/09/00	Augmentation capital						
	Souscription MOTOROLA	580 774	8 938 359	0,40 €	232 309,60		3 575 343,60

Une assemblée générale du 5 janvier 2007 a adopté un nouveau plan de stock options en faveur des salariés portant sur 171 000 options permettant de souscrire 171 000 actions.



EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

Dates	Opération	Variation capitaux propres actions	Ventilation						TOTAL Capitaux propres €
			Capital social	Prime d'émission	Réserves indispon.	Report à nouveau	Résultat	Amort. dérogatoires	
<b>31/12/2000</b>		<b>25 606 411</b>	<b>3 575 345</b>	<b>23 658 109</b>	<b>283 029</b>	<b>-546 842</b>	<b>-1 380 746</b>	<b>17 516</b>	<b>25 606 411</b>
29/06/2001	Affectation résultat 2000					-1 380 746	1 380 746		25 588 895
29/06/2001	Affectation réserve in disp.			283 029	-283 029				25 606 411
31/12/2001	Résultat 2001	-2 972 840					-2 972 840		22 633 571
31/12/2001	Reprise provisions réglementées	-16 522						-16 522	22 617 049
<b>31/12/2001</b>		<b>22 617 049</b>	<b>3 575 345</b>	<b>23 941 138</b>	<b>0</b>	<b>-1 927 588</b>	<b>-2 972 840</b>	<b>994</b>	<b>22 617 049</b>
28/06/2002	Affectation résultat 2001					-2 972 840	2 972 840		22 616 055
31/12/2002	Reprise amts. dérogatoires	-994						-994	22 616 055
31/12/2002	Résultat 2002	-14 287 834					-14 287 834		8 328 221
<b>31/12/2002</b>		<b>8 328 221</b>	<b>3 575 345</b>	<b>23 941 138</b>	<b>0</b>	<b>-4 900 428</b>	<b>-14 287 834</b>	<b>0</b>	<b>8 328 221</b>
30/06/2003	Affectation résultat 2002					-14 287 834	14 287 834		4 601 126
31/12/2003	Résultat 2003	-3 727 095					-3 727 095		4 601 126
<b>31/12/2003</b>		<b>4 601 126</b>	<b>3 575 345</b>	<b>23 941 138</b>	<b>0</b>	<b>-19 188 262</b>	<b>-3 727 095</b>	<b>0</b>	<b>4 601 126</b>
30/06/2004	Affectation résultat 2003					-3 727 095	3 727 095		1 373 295
31/12/2004	Résultat 2004	-3 227 831					-3 227 831		1 373 295
<b>31/12/2004</b>		<b>1 373 295</b>	<b>3 575 345</b>	<b>23 941 138</b>	<b>0</b>	<b>-22 915 357</b>	<b>-3 227 831</b>	<b>0</b>	<b>1 373 295</b>
30/06/2005	Affectation résultat 2004					-3 227 831	3 227 831		191 032
31/12/2005	Résultat 2005	-1 182 263					-1 182 263		191 032
<b>31/12/2005</b>		<b>191 032</b>	<b>3 575 345</b>	<b>23 941 138</b>	<b>0</b>	<b>-26 143 188</b>	<b>-1 182 263</b>	<b>0</b>	<b>191 032</b>
30/06/2006	Affectation résultat 2005					-1 182 263	1 182 263		766 017
31/12/2006	Résultat 2006	574 985					574 985		766 017
<b>30/12/2006</b>		<b>766 017</b>	<b>3 575 345</b>	<b>23 941 138</b>	<b>0</b>	<b>-27 325 451</b>	<b>574 985</b>	<b>0</b>	<b>766 017</b>
29/06/2007	Affectation résultat 2006					574 985	-574 985		3 801 236
31/12/2007	Résultat 2007	3 035 219					3 035 219		3 801 236
<b>31/12/2007</b>		<b>3 801 236</b>	<b>3 575 345</b>	<b>23 941 138</b>	<b>0</b>	<b>-26 750 466</b>	<b>3 035 219</b>	<b>0</b>	<b>3 801 236</b>
30/06/2008	Affectation résultat 2007					3 035 219	-3 035 219		2 048 455
31/12/2008	Résultat 31/12/2008	-1 752 781					-1 752 781		2 048 455
<b>31/12/2008</b>		<b>2 048 455</b>	<b>3 575 345</b>	<b>23 941 138</b>	<b>0</b>	<b>-23 715 247</b>	<b>-1 752 781</b>	<b>0</b>	<b>2 048 455</b>
30/06/2009	Affectation résultat 2008					-1 752 781	1 752 781		1 032 550
31/12/2009	Résultat 31/12/2009	-1 015 905					-1 015 905		1 032 550
<b>31/12/2009</b>		<b>1 032 550</b>	<b>3 575 345</b>	<b>23 941 138</b>	<b>0</b>	<b>-25 468 028</b>	<b>-1 015 905</b>	<b>0</b>	<b>1 032 550</b>
30/06/2010	Affectation résultat 2009					-1 015 905	1 015 905		1 013 975
31/12/2010	Résultat 31/12/2010	-18 575					-18 575		1 013 975
<b>31/12/2010</b>		<b>1 013 975</b>	<b>3 575 345</b>	<b>23 941 138</b>	<b>0</b>	<b>-26 483 933</b>	<b>-18 575</b>	<b>0</b>	<b>1 013 975</b>
28/10/2011	Affectation résultat 2010					-18 575	18 575		669 408
31/12/2011	Résultat 31/12/2011	-344 567					-344 567		669 408
<b>31/12/2011</b>		<b>669 408</b>	<b>3 575 345</b>	<b>23 941 138</b>	<b>0</b>	<b>-26 502 508</b>	<b>-344 567</b>	<b>0</b>	<b>669 408</b>

## 82. Dettes

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Emprunts et dettes financières	411	411	
Fournisseurs et comptes rattachés	213 391	213 391	
Personnel et comptes rattachés	145 896	145 896	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	177 800	177 800	
Taxe sur la valeur ajoutée	11 705	11 705	
Autres impôts et taxes	26 503	26 503	
Dettes sur immobilisations			
Groupe et associés			
Autres dettes			
Produits constatés d'avance			
<b>TOTAL</b>	<b>575 706</b>	<b>575 706</b>	

## 9/ REGULARISATION PASSIF ET CHARGES A PAYER

### Charges à payer

Fournisseurs, factures frais généraux non parvenues :

- Edf Gdf	1 547 €	
- Locations	353 €	
- Entretien et maintenance	423 €	
- Abonnements	334 €	
- Honoraires	30 618 €	
- Frais actes	3 169 €	
- Frais gestion stock options	1 000 €	
- Affranchissements et téléphone	265 €	
	-----	37 709 €

Congés payés et primes	143 348 €	
Charges sociales sur congés et primes	65 941 €	
Formation continue	16 588 €	
Taxe apprentissage	9 024 €	
Taxe sur les véhicules de tourisme	891 €	
Banque, agios	411 €	
	-----	236 203 €

**Total général** **273 912 €**  
=====

# COMPTE DE RESULTAT

## PRODUITS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

Le chiffre d'affaires est comptabilisé en fonction de la facturation établie ou à établir. Les facturations d'assistance technique et administrative sont incluses dans les produits en fonction de l'accomplissement des travaux sur une base mensuelle.

Les redevances sont comptabilisées pour leur montant réel sur une base trimestrielle.

Les produits financiers sont constitués principalement par les intérêts sur les comptes courants

B.C.I. SA pour 11 292 € et B.C.I. DATA pour 1056 €.

## CHARGES D'EXPLOITATION ET FINANCIERES

Les charges d'exploitation et financières n'appellent pas de remarques particulières.

## DOTATIONS AUX PROVISIONS ET REPRISES

### Tableau de variation des provisions

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation Dotation de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour litiges				
Provisions pour pertes de change				
Provision pour impôts				
Immobilisations corporelles				
Provision pour risques		15 000		15 000
Autres immobilisations financières	1 060 927	53 745	379 790	734 882
Stocks et en-cours				
Dépréciation clients				
Autres provisions pour dépréciation	3 651 724		1 465 015	2 186 709
<b>TOTAL</b>	<b>4 712 651</b>	<b>68 745</b>	<b>1 844 805</b>	<b>2 936 591</b>

Dotations & reprises d'exploitation

Dotations & reprises financières 42 689

Dotations & reprises exceptionnelles 26 056 1 844 805

La dotation sur provision pour immobilisations financières est relative aux actions propres détenues dans le cadre de l'animation de marché, soit 42 689 € (voir § 4).

La reprise sur provision pour 379 790 € concerne la provision des titres de la société DIAMNAV en Chine pour 79 790 € et la créance de cete même société pour 300 000 €.

Les autres provisions pour dépréciation concernent la provision du compte courant B.C.I. SA pour un montant de 2 186 709 € après une reprise de 1 465 015 € traitée en reprise exceptionnelle.

La créance sur BCI DATA d'un montant de 280 890 € a aussi été dépréciée à 100% après une dotation de 11 056 € traitée en dotation exceptionnelle. Cette société est sans activité depuis début janvier 2009.

La provision pour risques (15 000 €) correspond à l'indemnité de rupture conventionnelle signée avec un salarié.

## RESULTAT EXCEPTIONNEL

### Produits exceptionnels

Les produits exceptionnels sont constitués de la reprise sur provision du compte courant B.C.I. SA pour 1 465 015 €, la reprise de la provision des titres DIAMNAV pour 79 790 € et la reprise de la provision de la créance DIAMNAV pour 300 000 €.

### Charges exceptionnelles

L'annulation des titres et de la créance DIAMNAV d'un montant total de 379 790 € pour lesquels les provisions ont été reprises, ont été traitées en charges exceptionnelles. Les dotations exceptionnelles sont constituées de la dotation sur provision du compte courant B.C.I. DATA pour 11 056 € et de la dotation pour l'indemnité de rupture conventionnelle de 15 000 €.

## ENGAGEMENTS DONNES

La société ne dispose d'aucune immobilisation en crédit bail.

La société BCI NAVIGATION s'est obligée à garantir l'intégralité des engagements présents et à venir de sa filiale BCI DATA à laquelle elle se substituera si nécessaire.

## ENGAGEMENTS RECUS

La société BCI S.A. s'est engagée à assurer le soutien de sa fille.

## AUTRES ENGAGEMENTS

### ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Le montant des engagements pour indemnités de départ à la retraite se montent au 31 décembre 2011 à 109 808 € environ selon l'estimation faite avec la méthode recommandée par le Conseil National de la Comptabilité.

### DROIT AU DIF

Le total des heures dues au titre du DIF s'élève au 31 décembre 2011 à 1 807 heures.

A ce jour, la société n'a aucun autre engagement significatif.

## Eléments concernant les entreprises liées et les participations

### Créances et dettes inter-sociétés

	TOTAL	BCI	BCI CARTO	BCI DATA
<b>BILAN (actif)</b>				
Immobilisations financières				
* titres de participation	80 000			80 000
* créances rattachées	280 890			280 890
Provisions	-360 890			-360 890
Clients	71 402	7 530	63 872	0
* factures à établir	0	0	0	
Fournisseurs				
* avoirs à recevoir	0	0		
Avances en compte courant	2 186 709	2 186 709		
Provision	-2 186 709	-2 186 709		
<b>BILAN (passif)</b>				
Fournisseurs	88 559	88 559	0	
* factures non parvenues	1 546	1 546	0	

### Charges et produits inter-sociétés

	TOTAL	BCI	BCI CARTO	BCI DATA
Chiffre d'affaires				
* assistance administrative	126 088	25 241	100 847	
* refacturation frais Evry	631		631	
* refacturation frais Avignon	5 590		5 590	
Autres produits	0	0		
Achats & charges externes				
* assistance technique	0	0	0	0
* locaux	131 147	131 147	0	0
* divers	20 481	20 481	0	0
Autres charges				
* redevance cartographie	0			
Produits financiers	12 348	11 292		1 056
Charges financières	0			
Charges exceptionnelles	0	0		

## **Allègement et accroissement d'impôts au 31 décembre 2011**

L'allègement de la dette future d'impôt est constitué par les éléments suivants :

### **Déficits fiscaux**

Déficits reportables au 31/12/2010

**27 897 209**

Perte au 31/12/2011

**1 004 325**

Déficits reportables au 31/12/2011

**28 901 534**

Ecart valeurs liquidatives OPCVM

**0**

**Total**

**28 901 534**

## **Frais de recherche et développement**

Les frais de recherche et développement sont tous imputés en charges. Ils ont été évalués sur la base du coût complet des ingénieurs au prorata du temps consacré à leurs développements. Ils se montent au 31 décembre 2011 à 1 461 725 euros et ont fait l'objet du crédit impôt recherche.

## Tableau des filiales et participations

INFORMATIONS FINANCIERES	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote part du capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires H.T. du dernier exercice écoulé	Résultats (bé néfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la Sté au cours de l'exercice	Obs.
				Brute	Nette						
<b>FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>  <b>Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à publication :</b>  <u><b>PARTICIPATIONS</b></u> (détenues entre 10 et 50 %)											
<u><b>FILIALES</b></u> (plus de 50 %)  <b>BCI DATA</b> <b>3, rue du Velay</b> <b>91017 EVRY</b>	200 000	-383 048	80%	80 000	0	280 890	-	0	-8 368	0	(2)

(2) Capital libéré à 50 % - Clôture au 31 décembre 2011

### Rémunération des dirigeants

Le dirigeant est :

- Monsieur Bruno COIFFET, Président directeur général

Il est rémunéré directement et seulement par BCI NAVIGATION au sein du groupe B.C.I.

La rémunération brute versée au 31/12/2011 a été de 204 000 €.

Le montant global des jetons de présence alloués aux administrateurs s'est élevé à 0 €.

## **Titres donnant accès au capital**

### **Option de souscription ou d'achat d'actions :**

Date de l'assemblée 2007	5 janvier
Date du conseil d'administration 2007	16 janvier
Nombre total d'actions pouvant être souscrites à l'origine	171 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites à ce jour (suite aux départs de salariés)	171 000
Nombre d'actions pouvant être souscrites par les dirigeants	0
Nombre de dirigeants concernés	0
Date d'exercice des options 2008	16 janvier
Date d'expiration 2014	15 janvier
Prix de souscription €	6,57
Date de cession des actions souscrites 2011	à partir du 16 janvier
Nombre d'actions souscrites à ce jour.	0
Nombre d'actions cédées à ce jour.	0



# RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

## BCI NAVIGATION

Société Anonyme

3 rue du Velay  
ZI Petite Montagne Sud  
CE1740

**91017 EVRY CEDEX**

423 859 099 RCS EVRY

**EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2011 AU 31 DECEMBRE 2011**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels  
Bilan, compte de résultat, annexe

# Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

## **BCI NAVIGATION**

Société Anonyme

3 rue du Velay  
ZI Petite Montagne Sud  
CE 1740  
91017 EVRY CEDEX

Aux actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BCI NAVIGATION, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I. Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes de l'annexe comptable concernant les modes et méthodes d'évaluation et sur les événements postérieurs qui apportent des précisions sur notamment :

- la non présentation des comptes sous forme de comptes consolidés en vertu des dispositions de l'article L233-19 du Code commerce,
- le maintien du principe comptable de « continuité de l'exploitation », les événements postérieurs et la continuité d'exploitation

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, les paragraphes sur les modes et méthodes d'évaluation et sur les événements postérieurs décrivent l'incertitude significative pesant sur la continuité d'exploitation.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre des principes comptables suivis par votre société, nous estimons que l'annexe donne une information pertinente sur la situation de la société au regard de l'incertitude mentionnée ci-dessus, pesant sur la continuité de l'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

A Longjumeau, le 23 avril 2012  
en cinq exemplaires originaux

**CREATIS GOMEZ SAS**

Membre de la Compagnie  
des Commissaires aux Comptes  
de Paris

**Jean-Marie GOMEZ**  
Président de la SAS

**Olivier LACHKAR**  
Responsable technique